



Décision individuelle n°2021-0103 du 23 MARS 2021
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des
Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit
de l'urbanisme

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-I,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 7.-II.-10,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa modalité 9 relative aux règlements spécifiques applicables aux travaux, constructions et installations pouvant être autorisés,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu la demande du GAEC des Gentianes, reçue complète en date du 28 janvier 2021 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visées,

Vu l'avis favorable du conseil scientifique de l'établissement public en date du 5 mars 2021,

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

Considérant l'axe 3 de la charte du Parc national des Cévennes, gérer et préserver l'eau et les milieux aquatiques,

Considérant l'orientation 3.4 de la charte du Parc national des Cévennes, Améliorer la qualité des eaux et la mesure 3.3.2 Promouvoir un assainissement autonome exemplaire,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes,

ARRÊTE

Article 1 : pétitionnaire - objet

1-1 Pétitionnaire :

Henk-Jan et Marjolaine SPRUIJT, demeurant [REDACTED]

1-2 Objet de l'autorisation :

- *nature des travaux* : **création d'une phyto-épuration, d'une cuve enterrée et des deux bassins**
- *localisation des travaux* : **Lozère / commune de Vialas / lieu-dit Castagnols / localisation en cœur du Parc national**

La présente autorisation est accordée sous réserve que les travaux soient conformes au dossier technique joint à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous.

Article 2 : prescriptions obligatoires

2-1 : cuve enterrée pour l'eau pluviale

- doit être sous terre ;
- pas de visibilité de la dalle en béton ;

2-2 : phyto-épuration

- respecter strictement le rapport d'étude et conception fourni par la société Aquatiris, notamment la localisation et la taille ;
- les tuyaux d'alimentation sont enterrés ;

2-3 : bassin de rétention amont :

- mettre en place des pentes douces végétalisées sur les parties hautes ;
- mettre en place un dispositif anti-noyade pour la faune (type échelle de bois) ;
- si besoin de réaliser une étanchéification, la bâche est de couleur sombre et est enterrée sur la partie haute pour ne pas être visible lorsque le bassin est plein ;



- laisser des pierres apparentes sur les pentes de manière à ce que les animaux puissent s'agripper dessus et ressortir ;
- aucun dispositif pérenne pour le prélèvement n'est mis en place dans le talweg ;

2-4 : bassin de rétention aval :

- mettre en place des pentes douces végétalisées sur les parties hautes ;
- mettre en place un dispositif anti-noyade pour la faune (type échelle de bois) ;
- si besoin de réaliser une étanchéification, la bâche est de couleur sombre et est enterrée sur la partie haute pour ne pas être visible lorsque le bassin est plein ;
- laisser des pierres apparentes sur les pentes de manière à ce que les animaux puissent s'agripper dessus et ressortir

2-5 : pas d'apport de matériaux extérieurs (réalisation des travaux en déblais – remblais, à part pour le fonctionnement de la phyto-épuration) ;

2-6 : le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles en prennent connaissance et le respectent. Tout exécutant est soumis aux obligations du présent arrêté, et fait, en cas de non-respect de ses prescriptions, l'objet des mêmes sanctions que le pétitionnaire ;

2-7 : le pétitionnaire annonce la date prévisionnelle de démarrage des travaux au moins 15 jours à l'avance à Yannick MANCHE / yannick.manche@cevennes-parcnational.fr / téléphone au 04 66 49 53 34 / ou 06 70 07 36 74 ;

2-8 : en fin de chantier, toute trace de travaux est effacée.

L'ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : période de validité de l'autorisation

Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.

Article 4 : autres obligations et droit des tiers

La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celle liée au droit de propriété.

Article 5 : sanctions pénales encourues

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

Article 6 : modalités de contrôles

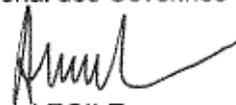
Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés et compétents en la matière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 7 : publicité

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : www.cevennes-parcnational.fr).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 23/03/2021

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers.
Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des
Cévennes
Service Développement durable
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
 - Pétitionnaire
- copies :
 - EP PNC / massif Mont Lozère
 - EP PNC / SDD (dossier n°2021-1354)



Parc national des Cévennes